Assemblées annuelles du Fmi et de la Banque mondiale

Gon Coulibaly : “ La Côte d’Ivoire, pleinement engagée dans le développement du capital humain ”

Le Premier ministre a participé à un panel de haut niveau en compagnie de plusieurs autorités.

Après la décennie de crises socio-politiques qu’a connue la Côte d’Ivoire, la plupart des indicateurs de développement humain du pays se sont fortement dégradés, traduisant ainsi les conditions de vie difficiles de nos populations. C’est pourquoi, le gouvernement ivoirien s’est engagé dès 2011 à faire du développement du capital humain, une priorité, dans le cadre de sa politique de croissance économique forte (entre 8 et 9%), durable et inclusive ». Hier, en fin d’après-midi, à la Salle Atrium du bâtiment principal du siège du groupe de la Banque mondiale à Washington, le Premier ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, intervenant au «*Sommet du développement humain* » organisé par cette institution, a ainsi posé le diagnostic national. Avant d’indiquer dans sa communication, les grands axes de politique du gouvernement de son pays en matière de promotion du capital humain, véritable socle du développement d’une nation qui aspire à l’émergence, comme l’ont souligné avant lui, Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale et Paul Kagamé, le Chef de l’État rwandais, faisant partie des panélistes de ce sommet.

PHOTO : AMBASSADE

Le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, le Président Paul Kagame du Rwanda et le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim ont partagé leurs expériences.

En trois minutes, il a fait savoir à l’auditoire qu’un accent particulier est mis, en Côte d’Ivoire, sur le développement intégré du jeune enfant, à travers la mise en place depuis 2008, avec l’appui de l’Unicef, d’un comité national de coordination Dije. Ce qui a permis de dresser la situation de la petite enfance et de produire, en 2013, différents outils pédagogiques pour sa prise en charge préscolaire, scolaire et sanitaire.

Il a également fait référence au programme de renforcement du dispositif de santé et d’amélioration de la nutrition mis en œuvre par le gouvernement ivoirien via le plan national multisectoriel de nutrition (Pnmn) 2016-2020, adopté le 16 mai 2016, suite à l’adhésion de la Côte d’Ivoire au mouvement mondial Scaling-Up Nutrition (Sun) en 2013. *« Ce plan, de près de 500 millions de dollars américains sur 5 ans, vise notamment à réduire le retard de croissance de 29,8% en 2012 à 20% en 2020. Et ce, par le biais des actions multisectorielles coordonnées dans les domaines de l’agriculture, de la santé, de l’eau potable, de l’assainissement, de l’éducation et de la protection sociale »,* a précisé le chef du gouvernement. Lequel a souligné la mise à niveau, dans le cadre du déploiement de la Couverture maladie universelle, des infrastructures sanitaires, du plateau technique et des ressources humaines du système de santé.

Le développement du capital humain ayant pour pilier majeur l’éducation, «*la Côte d’Ivoire a mis en place un programme de scolarisation obligatoire (Pso) pour tous les enfants de 6 à 16 ans, en mettant un accent particulier sur l’éducation de la jeune fille* ». Programme lancé par le Président de la République, Alassane Ouattara, lui-même, pour démontrer, s’il en était encore besoin, la volonté de la Côte d’Ivoire d’épouser les exigences qui conduisent au développement durable. Car, il n’y a de richesse que d’hommes. Parce que la croissance endogène est tirée, selon les spécialistes de la question, pour plus de 70% par le capital humain. Il a, en outre, fait savoir l’existence d’un programme de transformation du système universitaire et de l’enseignement professionnel en cours d’exécution, avec pour objectif, adapter les formations à la demande du marché de travail. Il bénéficie justement de l’appui de la Banque mondiale.

Après la nutrition et l’éducation, le gouvernement, a insisté le Premier ministre, travaille sur la problématique de l’emploi pour éviter que le chômage des jeunes ne constitue, à terme, une bombe à retardement pour le pays. C’est pourquoi, *« l’action du gouvernement prend également en compte l’emploi et l’insertion de tous les jeunes en âge de travailler, y compris les personnes en situation de handicap, la promotion de l’équité des genres, à travers l’éducation de la jeune fille, la lutte contre les violences basées sur le genre et l’autonomisation des femmes »*, devait insister le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Non sans révéler que cette politique gouvernementale a permis de créer globalement 2 millions d’emplois entre 2012 et 2016.

Amadou Gon Coulibaly qui conduit une importante délégation, a par ailleurs eu une séance de travail, dès les premières heures de la journée d’hier avec Philippe Le Houerou, Dg de la Société financière internationale (Sfi), entouré de ses plus proches collaborateurs. La Sfi est l’une des institutions spécialisées de la Banque mondiale dont les interventions en Côte d’Ivoire portent sur le secteur financier, la compétitivité des infrastructures, les partenariats public-privé (Ppp), le dialogue sur les Tic, le renforcement des capacités des, l’amélioration de l’environnement des affaires ■

GOORÉ BI HUÉ
ENVOYÉ SPÉCIAL À WASHINGTON

• Logements sociaux dans les États de l’Uemoa

L’Ida décaisse plus de 76 milliards de FCfa

C’est une grande première, un projet de première génération ! Et la présence, hier, à la salle J-9-160 au siège de la Banque mondiale, des ministres des Finances ainsi que des patrons de toutes les institutions de l’Uemoa en témoigne. Pour la première fois, la Banque mondiale, à travers son guichet Ida (Association internationale de développement) qui a pour mission de contribuer à réduire la pauvreté en accordant des prêts (appelés « crédits » et des dons destinés à soutenir des programmes, vient de décider d’accorder 116 millions d’euros (soit 76,095 milliards de FCfa) à l’Uemoa pour financer la mise en œuvre de son projet régional de financement de logements sociaux au profit des populations à revenu moyen.

Les documents relatifs à cet accord historique de financement innovant dont les premiers décaissements interviendront dès début novembre prochain, ont été paraphés par le responsable Afrique de l’Ouest de la Banque mondiale, le président de la Boad, et le Directeur général de la Caisse régionale de refinancement hypothécaire, Christian N. D. Agossa. Sous les regards des ministres des Finances de l’Uemoa, dont l’Ivoirien Adama Koné (Économie et Finances), et du Gouverneur de la Bceao.

Cet important financement est l’aboutissement d’un long processus de négociation qui a duré deux ans (avec une accélération depuis les réunions de printemps du Fmi et de la Banque (en avril dernier) et qui s’inscrit dans l’amélioration des conditions de vie des populations des huit pays membres, notamment l’accès des ménages modestes à des logements sociaux. Comme nous l’a indiqué Christian Agossa dont l’institution va assurer la gestion desdits fonds, *« des financements vont être mis à la disposition des banques commerciales de l’espace Uemoa, sous forme de prêts, au taux de 4,5% sur 15 ans afin qu’elles fassent des prêts hypothécaires aux ménages aux taux maximum de 6,5%. Par ailleurs, les coûts des maisons, terrains y compris, ne doivent pas dépasser 15 millions de FCfa* ». C’est donc un mécanisme révolutionnaire qui permettra d’aider les gouvernements à faire face à la problématique de logements en général, et de logements sociaux en particulier, dans les États membres de l’Uemoa. Rappelons que la Côte d’Ivoire a un besoin de 40 000 logements par an dans la seule capitale, Abidjan, et a lancé en 2013 un programme de logements sociaux. Tout comme le Bénin en a un, qui projette 20 000 logements sociaux dans les quatre prochaines années, le Togo, 50 000 au cours du quinquennat à venir, etc.

Ont signé les documents : Richid Benmessaoud, directeur des opérations de la Banque mondiale pour l’Afrique de l’Ouest, Christian Adovelande, président de la Boad, Abdallah Boureima, président de la Commission de l’Uemoa ■

GOORÉ BI HUÉ

La vice-Présidente exécutive de Miga, Keiko Honda, heureuse de retrouver le chef du gouvernement.

• Transformer le cacao et le cajou

S’adressant à la Sfi et à Miga, deux membres du Groupe de la Banque mondiale, les 12 et 13 octobre 2017, en marge des Assemblées annuelles, Amadou Gon Coulibaly, les a appelés à soutenir les efforts de la Côte d’Ivoire en matière de financement de partenaires privés pour la transformation du cacao et de l’anacarde et pour le financement d’infrastructures industrielles, afin d’accompagner la dynamique de croissance et de développement du pays. *« Nous entendons augmenter notre capacité de transformation du cacao et de l’anacarde pour atteindre un taux de 50% pour les deux produits à l’horizon 2020. Cela est essentiel pour le développement global du pays, mais surtout pour protéger les producteurs qui consentent tant d’efforts et de sacrifices pour le développement du pays. La transformation de ces produits est aussi importante pour la création d’emplois, notamment pour les jeunes »,* a dit Amadou Gon Coulibaly, le 12 octobre à la vice-Présidente exécutive de l’Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (Miga), Keiko Honda ■

G. B. H